

Chers camarades,

Vous trouverez ci-dessous une réponse à votre courrier.

Pour les candidats de Lutte ouvrière en Gironde

Guillaume Perchet

A propos de la Palestine :

Nous sommes inconditionnellement du côté du peuple palestinien, indépendamment des dirigeants qu'il se donne. Nous sommes solidaires de son combat pour revendiquer un État et pour obtenir le droit des réfugiés de revenir vivre sur les terres dont ils ont été spoliés. Nous ne savons pas quelle forme pourrait prendre un tel État, ni quelles solutions pourraient être trouvées pour permettre aux deux peuples de vivre ensemble, mais une chose est sûre : le fait que des millions de Palestiniens soient condamnés depuis plusieurs générations à vivre dans des camps de réfugiés est inacceptable et injustifiable.

Mais, tout en dénonçant l'ignominie des dirigeants impérialistes et israéliens, il est aussi de notre devoir de dénoncer les responsabilités de la politique des directions nationalistes palestiniennes dans l'impasse actuelle. Les dirigeants palestiniens entendaient obtenir la création d'un État palestinien dans le cadre de l'ordre impérialiste, dans le respect du découpage territorial imposé par les grandes puissances. Pour cela, ils comptaient sur l'aide des États arabes dont ils ont recherché l'alliance et qu'ils ont refusé de combattre.

Pourtant, il y a eu une période où la lutte des Palestiniens aurait pu offrir des perspectives à tous les exploités du Moyen-Orient. De multiples fois depuis 1967, les Palestiniens ont engagé la lutte et gagné le respect des populations arabes qui se reconnaissaient dans leur combat. Ils auraient pu constituer l'avant-garde d'un combat des masses arabes contre l'impérialisme et contre l'ensemble des régimes arabes en place, contre les classes dirigeantes de ces États qui oppriment leurs populations.

Mais la perspective de toutes les organisations nationalistes palestiniennes, Arafat en tête, n'était pas de mener un tel combat. Ils exprimaient les aspirations de la petite bourgeoisie palestinienne à pouvoir disposer de son propre État lui permettant d'opprimer pour son propre compte les travailleurs et les masses populaires palestiniens. Et dans cette perspective, aux yeux d'Arafat, le soutien des États arabes était plus important que le sort des masses arabes.

Faute d'être capables de vaincre l'armée israélienne, les dirigeants nationalistes n'ont obtenu qu'une Autorité croupion qui a mis les dirigeants en position d'administrer une partie des territoires occupés, de faire la police chez les Palestiniens et à une mince couche de dirigeants, de s'enrichir. Cette faillite politique a ouvert la voie à

l'influence islamiste et a conduit les Palestiniens dans une nouvelle impasse, démontrant qu'il n'y a pas d'espoir pour le peuple juif comme pour le peuple palestinien dans le cadre imposé par les puissances impérialistes. C'est toute la société qu'il faut renverser.

C'est pourquoi, tout en dénonçant l'oppression israélienne soutenue par les puissances impérialistes, nous ne comptons pas sur la législation internationale ni sur l'ONU, qui sont l'expression de la domination impérialiste, pour que le sort des Palestiniens change.

En France, nous militons pour que le droit de critiquer la politique du gouvernement israélien perdure et nous avons dénoncé la pression qui est faite sur les associations et les partis, assimilant de façon scandaleuse anti-sionisme et anti-sémitisme. Il n'y a cependant pas de hasard dans cette pression politique. Elle fait partie du cours réactionnaire de la société capitaliste, qui cherche à imposer le silence dans les rangs pour que les opprimés acceptent l'oppression. Mais nous restons convaincus que les opprimés, les travailleurs de tous les pays, d'Europe, du Maghreb, de Palestine ou d'Israël, sauront s'unir pour renverser cette société.

Bordeaux, le 9 juin